

LA SITUATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF INDUSTRIEL

Alors qu'elles atteignaient au début de l'été un niveau très élevé, proche de leur maximum jamais observé, les perspectives générales d'activité qu'expriment les chefs d'entreprises marquent depuis un recul rapide et profond, traduisant un climat qui en quelques mois se révèle pessimiste sur l'évolution de l'activité économique dans son ensemble. Ce retournement du climat contraste avec l'évolution des réponses des chefs d'entreprise lorsqu'elles concernent leur propre activité, ainsi qu'avec les faits observés jusqu'ici.

En effet, les réponses des industriels dans l'enquête mensuelle de conjoncture reflètent certes un ralentissement de leur production depuis mars avril, mais les perspectives qu'ils donnaient en novembre correspondaient à peu près au maintien du rythme de croissance alors constaté. Traduisant davantage en décembre le pessimisme ambiant, elles n'impliquent cependant pas de baisse de la production.

L'indice mensuel de la production industrielle traduit la même inflexion ; en effet, de la rentrée 1972 au printemps 1973, il s'était accru au rythme exceptionnel de 10 % l'an, bien supérieur à celui du développement des capacités de production, qui est de l'ordre de 6 % l'an. Vers la fin du premier trimestre, une inflexion s'est produite, mais les aléas d'évolution d'un mois à l'autre font qu'il est encore difficile d'en mesurer l'ampleur sur l'indice. Le niveau anormalement faible constaté en septembre, faisant suite à une valeur élevée en juillet, août semble être imputable à un décalage des congés d'été dans d'assez nombreuses entreprises, la reprise d'activité ne s'étant souvent pas opérée dès le premier jour du mois. Quoi qu'il en soit, la croissance de l'indice semble avoisiner 5 % l'an, mais il faut noter que dans le secteur des industries produisant des biens d'équipement, peu couvert dans l'indice mensuel de la production industrielle, les chefs d'entreprise déclarent que la croissance de la production se poursuivait à un rythme rapide.

Au total la croissance est donc légèrement supérieure à ce qui se lit sur l'indice mensuel.

L'évolution d'ensemble de la production recouvrait des situations très contrastées selon les secteurs.

Dans le secteur des biens de consommation un ralentissement du rythme de croissance était prévisible dès lors que la production rejoindrait la demande et que celle-ci ne connaissait pas de nouvelle accélération.

Cette inflexion est intervenue ; elle a été accrue par un fléchissement de la demande de certains biens : textile, cuirs, et, tout récemment, l'automobile.

Dans le secteur des biens d'équipement, la croissance de la production reste, comme on l'a déjà mentionné, très soutenue, s'effectuant à un rythme au moins égal à 10 % l'an. Dans ce secteur, le processus de production est généralement très étalé dans le temps, et plusieurs mois séparent fréquemment une commande de la livraison correspondante. Les indices de production reprennent souvent des statistiques de livraisons, ou de facturations, qui se situent en aval de la production. Aussi la meilleure mesure de l'évolution à court terme de l'activité reste-t-elle les réponses des chefs d'entreprise aux enquêtes de conjoncture : celles-ci reflètent une croissance soutenue de la production, appréciation qui concorde en outre avec les statistiques disponibles par ailleurs : évolution de l'emploi, des commandes, du commerce extérieur des biens d'équipement, ...

Dans le secteur des biens intermédiaires, ce n'est pas, le plus souvent, un infléchissement de la demande, comme dans le secteur des biens de consommation, qui est responsable de celui de la production. Celle-ci après avoir crû à un rythme très rapide au début de l'année, aux environs de 15 % l'an, a ralenti sa progression alors que les capacités de production étaient souvent proches de la saturation (sidérurgie, première transformation des métaux, larges secteurs de la chimie).

Il est habituel que dans les phases de croissance très rapide de la production, ce soit celle des biens intermédiaires qui connaisse la plus vive accélération, en raison de l'accroissement de la demande inter-industrielle. La vigueur de celle-ci n'est d'ailleurs pas propre à la France, mais touche la plupart des pays ; elle n'a pas encore été sensiblement affectée par la perspective d'un ralentissement de la croissance d'ensemble des économies occidentales. Ce qui prédomine encore est la perception d'une pénurie fréquente des produits de base ; acier, textiles artificiels, ..., et la perspective que l'incorporation des hausses de coût des matières premières et, maintenant, de l'énergie, conduise à de nouvelles et fortes hausses des produits intermédiaires, stimulant de la demande dans l'immédiat.

A côté des produits industriels de base, dont la situation conjoncturelle dépend très largement du marché mondial, et des produits intermédiaires qui satisfont une demande inter-industrielle de diverses natures, il faut aussi mentionner les biens intermédiaires destinés au secteur du bâtiment et des travaux publics : matériaux de construction, céramique, verre. Pour ces biens, la production avait atteint, un niveau très élevé après un hiver où l'activité avait été favorisée par la faible ampleur des intempéries : elle se maintient depuis à ce haut niveau, (mis à part l'arrêt de l'activité dans les cimenteries entre la mi-novembre et le 17 décembre).

En fait, sous l'impact de la forte progression de la demande inter-industrielle, la demande adressée à l'industrie s'est accrue jusqu'à l'été 1973 sensiblement plus rapidement que la demande finale. Les achats de "demi-produits", les encours de fabrication se sont nettement développés, entraînant dans de nombreux secteurs une impossibilité de produire plus rapidement.

De cette situation devait résulter un infléchissement du rythme de croissance de la production induit par le retour de la demande intermédiaire à un niveau plus normal, même en l'absence de fléchissement de la demande finale.

Comment celle-ci évolue-t-elle dans ses différentes composantes ?

La consommation des ménages poursuit sa progression à un rythme modéré. En regard d'une accélération de la hausse des prix, la croissance des diverses rémunérations est telle que le pouvoir d'achat des revenus continue de s'élever rapidement. Certes, il a connu, du fait de la pause dans les hausses des prix suscitée au 1er janvier 1973 par les mesures d'abaissement des taux de T.V.A., une progression temporairement très rapide. Depuis, le pouvoir d'achat de la masse des revenus salariaux et sociaux s'élève au rythme de 5,5 % l'an. La consommation des ménages se trouve modérée dans sa progression par la limitation apportée aux prêts personnels aux particuliers, et depuis septembre, par un recouvrement de l'impôt sur le revenu et des impôts des collectivités locales plus conforme au calendrier normal que ces dernières années. Mais l'influence de ces facteurs est encore limitée, et la consommation de produits industriels se développe au rythme de 7 % l'an, à comparer au rythme de 8 - 9 % l'an qui avait été observé depuis la fin de 1970.

Comme il avait déjà été indiqué dans la dernière note de conjoncture, la consommation des ménages connaît une modification importante dans sa structure, due à la sensibilité de la demande aux modifications importantes dans les niveaux relatifs des prix des divers biens et services. La forte hausse de son prix explique que le volume de la consommation alimentaire ne se développe que lentement (2 % par an) ; elle contribue aussi à expliquer, avec des circonstances climatiques souvent peu favorables aux achats de saison, le niveau relativement faible de la demande d'articles d'habillement et de chaussures, notamment au cours de l'été et au début de l'automne. Il en est résulté progressivement un fléchissement de l'activité dans les industries de l'habillement, du textile, de la chaussure et du cuir, ainsi qu'il a été dit.

La demande d'automobiles est par contre restée soutenue, et, au printemps, des mouvements de grève ont fait que la production n'a pu toujours immédiatement y satisfaire. Depuis, les immatriculations de voitures neuves sont restées à un niveau élevé, correspondant à un niveau moyen de 145 000 unités par mois. Les résultats connus pour novembre 1973 ne contredisent pas cette constatation. Interrogés au début de ce mois de novembre, les ménages faisaient état d'un volume toujours élevé d'intentions d'achat de voitures neuves, mais, à l'époque, un fléchissement était observé pour les intentions d'achat d'occasion.

S'il y a donc eu une modification de la structure de la consommation ainsi que des aléas dans l'évolution à très court terme, les statistiques disponibles confirment cependant une des conclusions tirées de la dernière enquête sur les attitudes et intentions d'achats des ménages : malgré la perception de plus en plus accusée de la hausse des prix, il n'y a pas eu en définitive depuis le début 1973 de modification de la propension globale à consommer. Il lui correspond le maintien d'une forte inclination à donner à l'épargne la forme d'investissements immobiliers : achats de logements (ou de terrains), plutôt que la forme d'actifs monétaires ou financiers. Le maintien de ces comportements des ménages a d'ailleurs été favorisé jusqu'ici par la poursuite d'une croissance rapide des encours de prêts de caractère bancaire consentis pour l'acquisition de logements.

EMPLOI PAR LES MENAGES D'UN SUPPLEMENT DE REVENU

(résultats tirés de l'enquête sur les attitudes et intentions d'achats des particuliers)

Regroupements	1972			1973		
	janv.	juin	nov.	janv.	mai	nov.
(1)+(2)+(3) argent disponible ou consommation	47,5	46	45	45	45,5	44,5
(4) placements financiers ...	5,5	5,5	5	5,5	5,5	5
(5) + (6) investissements ...	33	33,5	38	37	37,5	38,5
(7) autre chose ou "ne sait pas"	14	15	12	12,5	11,5	12
	100	100	100	100	100	100

(1) Dans cette enquête la question suivante est posée aux ménages :

- 1 - Acheter ou faire construire un logement
- 2 - Faire de grosses dépenses d'équipement
- 3 - En profiter surtout pour vivre mieux tous les jours
- 4 - Faire un placement sous forme de terres, terrains, immeubles
- 5 - Faire un placement sous forme d'actions, d'obligations, emprunts, etc...
- 6 - Garder votre argent disponible (en billets, dans un compte bancaire ou de chèques postaux)
- 7 - Investir votre argent dans votre entreprise ou votre exploitation (cas des agriculteurs, artisans...)
- 8 - En faire autre chose.

Dans le cas d'une amélioration notable de vos ressources, que préfereriez-vous d'abord ?

Et en second lieu, que préfereriez-vous ?

La demande enregistrée par les promoteurs immobiliers reste soutenue bien que d'après les mêmes réponses l'apport personnel se soit nettement réduit. Si la part des investisseurs tend à se réduire depuis le printemps, la demande des ménages pour se loger demeure donc encore importante malgré une vive hausse des prix des logements et des terrains. En conclusion, les dépenses totales des ménages, de consommation ou d'équipement, se sont modérées mais l'inflexion reste modeste.

La demande de biens et services par les entreprises reste en croissance rapide et soutenue. Mention a déjà été faite de la demande "intermédiaire", qui, dans le processus de production, s'adresse aux autres entreprises. Qu'en est-il de l'investissement ? Les informations disponibles concernent essentiellement ceux de l'industrie, commandes et dépenses. La seule approche globale est indirecte, par l'offre ; production (et importations) de biens d'équipement restent en croissance rapide.

Depuis le milieu de 1972, les commandes d'équipement par les entreprises industrielles privées progressent régulièrement et à un rythme élevé (10 % en valeur environ d'un semestre au suivant), hormis celles du secteur de la production des métaux qui restent stables.

Le second semestre 1973 s'inscrit dans cette évolution, et le sensible relèvement, entre autres, des commandes des industries d'équipement par rapport aux prévisions qu'elles faisaient en juin dernier, confirme que le niveau élevé des carnets de commande maintient les tensions sur l'appareil productif de ce secteur à un niveau élevé.

Au total, les industriels indiquent que leurs dépenses d'investissement se seront accrues de 14 % de 1972 à 1973, soit d'environ 8 % en volume. Comme en 1972, les industriels auront progressivement, en cours d'année, révisé en hausse leurs prévisions d'investissement. Depuis juin 1973, c'est un fort relèvement des prévisions des entreprises moyennes qui compense la moindre progression annoncée par les "gros investisseurs". Ce sont les producteurs de biens de consommation qui auront accru le plus leurs dépenses en 1973, mais la différence de progression avec les autres secteurs est faible. Ce sont aussi les moins exportateurs qui ont accru le plus leurs dépenses ; enfin on note une révision en hausse sensible des dépenses prévues pour 1973 par le secteur du pétrole.

Alors que l'activité ne progressait plus, à l'étranger, qu'à un rythme ralenti la demande à l'exportation est toutefois restée vive en valeur favorisée par le maintien d'une bonne compétitivité du franc et, comme en témoigne le gonflement jusqu'à l'automne des carnets de commandes étranger de l'industrie, la croissance de nos exportations aurait pu, être plus rapide encore si les commandes avaient pu être livrées. La croissance de nos exportations se poursuit depuis le début de l'année 1972 de façon irrégulière mais à un rythme moyen qui peut être chiffré à environ 22 % l'an (en valeur).

On observe depuis quelques mois une accélération des prix, que traduit une croissance plus rapide des valeurs moyennes du commerce extérieur de la France. On peut chiffrer à environ 8 % le taux de croissance annuel de valeurs moyennes à l'exportation. En volume, nos exportations auraient crû un rythme - 13 % l'an - un peu plus faible que celui de 15 % qui prévalait au cours de l'année 1972, l'inflexion étant plus nette pour les produits manufacturés.

Depuis la fin de l'automne 1972 la croissance en valeur des importations semble s'effectuer à un rythme un peu plus rapide que celle des exportations, de l'ordre de 25 % l'an. Il en est résulté un fléchissement modéré du taux de couverture qui, au premier semestre 1973, était supérieur à 105 %.

Contrairement aux valeurs moyennes à l'exportation, les valeurs moyennes à l'importation ont présenté une évolution très irrégulière depuis un an : forte hausse à la fin de 1972, stabilité au premier semestre 1973, peut-être liée à l'appréciation du franc sur les marchés des changes, augmentations importantes au cours des derniers mois connus (août et septembre). Si sur l'alimentation, les produits bruts, la sidérurgie, les métaux non ferreux on a bien enregistré, comme on pouvait s'y attendre, de fortes hausses depuis un an, ces mouvements ont été partiellement compensés par des baisses sur des produits industriels manufacturés, biens d'équipement notamment, baisses difficilement interprétables. Il en résulte une incertitude sur le partage volume-prix. Il semble néanmoins que la croissance en volume des importations qui s'était accélérée à l'automne 1972 et avait été de 20 % l'an jusqu'au printemps 1973, soit depuis lors revenue à un rythme un peu plus modéré de l'ordre de 15 %.

Une analyse des évolutions en volume par groupes de produits fait apparaître de nettes divergences entre exportations et importations : depuis le début de 1973 les produits des industries agricoles et alimentaires contribuent fortement au développement des exportations (rythme annuel de l'ordre de 25 % contre 10 % antérieurement) et à limiter la progression des importations : après une vive croissance en 1972, on observe une stabilité, voire un repli. Parmi les produits industriels c'est pour les biens d'équipement que la croissance des importations est la plus forte (peut-être de l'ordre de 30 % l'an, si le partage volume-prix est correct) ; par comparaison, les livraisons à destination de l'étranger ne s'accroissent qu'à un rythme relativement modéré de l'ordre de 10 %. Pour les biens de consommation la croissance assez modeste de la consommation à l'étranger et peut-être la saturation des capacités de production dans l'industrie française de l'automobile expliquent un ralentissement de la croissance des exportations. La modération de la consommation finale de produits industriels en France s'est nettement reflétée sur les importations. Pour les demi-produits on observe également un ralentissement tant à l'importation qu'à l'exportation : l'infléchissement des emplois industriels, en France comme à l'étranger, et la limitation de l'offre entraînée par les tensions sur les capacités de production de ces produits, peuvent expliquer ce phénomène. Au total, en volume, on enregistre deux écarts notables entre évolutions des importations et des exportations dont les effets sont visibles sur les soldes d'échanges commerciaux des secteurs correspondants, l'un favorable : il s'agit des produits agricoles et alimentaires, l'autre défavorable : pour les biens d'équipement.

La très vive croissance des importations, la légère réduction du solde commercial malgré le maintien d'une bonne compétitivité des prix français, le gonflement observé jusqu'à l'automne des carnets de commandes, témoignaient avant tout du maintien de fortes tensions sur l'appareil productif en France.

Qui plus est, dans de nombreux secteurs de la production intermédiaire ou de l'équipement, ce gonflement des carnets de commandes allait de pair avec des stocks de produits finis jugés peu garnis. Une part du ralentissement du rythme de croissance de la production s'explique par l'incapacité à produire davantage.

Le niveau de tensions qui reflète les difficultés d'adéquation entre la demande adressée à l'industrie et le potentiel disponible peut être apprécié directement à partir de l'état des goulots et du degré d'utilisation des capacités de production.

Les goulots de production restent à un niveau très élevé, pratiquement égal à celui observé en juin dernier :

Le niveau atteint par le goulot "équipement" depuis le début 1973 - 30 % des entreprises ne peuvent produire davantage par manque d'équipement - égale presque à celui observé fin 1969 ; il est aussi parmi les plus élevés depuis que l'enquête existe.

Le goulot "personnel", tout en restant supérieur à sa normale de longue période, marque une légère détente ; cependant si le manque de personnel est un peu moins fréquemment cité qu'en juin dernier comme obstacle à l'accroissement de la production, il reste une gêne pour un peu plus du quart des entreprises à même de produire davantage.

La légère détente observée dans les tensions au niveau global résulte d'un infléchissement de même sens, mais plus marqué, dans les industries produisant des biens de consommation : ce sont ces industries qui, d'une part ont investi le plus dans le passé récent et ont connu d'autre part l'infléchissement le plus net de leur production et une détente dans la demande qui leur parvient. Au contraire, comme les analyses précédentes pouvaient le laisser prévoir, les tensions se sont encore accrues dans les secteurs des biens intermédiaires et de l'équipement.

En outre, compte tenu des carnets de commandes et des perspectives d'évolution de leur propre activité qu'ils faisaient en novembre 1973, les industriels continuaient de juger insuffisante leur capacité de production ; au moins aussi nombreux à le faire qu'il y a un an, ils l'étaient sensiblement plus qu'en novembre 1971. Ce maintien d'un haut degré d'utilisation des capacités de production contribue à expliquer la vigueur continue de la demande d'investissement, que l'on a déjà constatée.

Mais la caractéristique nouvelle des tensions dans l'appareil productif est l'extension des difficultés d'approvisionnement. Celles-ci concernent maintenant de nombreux produits et touchent la plupart des secteurs de l'industrie. Pour près de la moitié de leurs achats (49 % - contre 26 % en juin 1972, les entreprises éprouvent des difficultés d'approvisionnement ; pour près de 11 % des entreprises (2 % en juin 1972), ce qui est une proportion élevée en regard de ce qui a été observé dans le passé, le manque d'approvisionnement constitue un empêchement à une augmentation de leur production. Tous les produits sont concernés, mais ceux pour lesquels les difficultés d'approvisionnement se sont le plus accrues depuis le début de l'année sont les métaux ferreux, les produits chimiques, les matières textiles, le papier-carton, .. Ces difficultés ont leur origine dans le niveau élevé des tensions dans l'appareil productif, et dans la forte hausse des prix des produits de base ; elles sont accrues du fait que cette situation est commune à beaucoup de pays.

Enfin une appréciation sur l'évolution des délais de livraison est fournie par les industriels et confirme le maintien des difficultés d'ajustement entre offre et demande : comme en juin 1973 ces délais sont dans l'ensemble, très longs en regard de ce qui a été constaté dans les années passées ; ils sont spécialement élevés dans les industries qui produisent des biens intermédiaires, et continuent de s'accroître dans celles qui produisent des biens d'équipement.

L' E M P L O I

Depuis le printemps 1973 la croissance des effectifs salariés occupés, exceptionnellement vive au cours des six mois précédents, s'effectue à un rythme proche de la tendance à long terme (2 % pour l'ensemble des secteurs non financiers non agricoles). Le résultat d'ensemble recouvre des évolutions fortement différenciées selon les branches : dans les secteurs liés à l'habillement (textile, habillement, cuir) des réductions notables d'effectifs sont enregistrées, ainsi qu'une faiblesse conjoncturelle de la durée du travail ; dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, en dépit d'un haut niveau d'activité, les effectifs sont au mieux stabilisés depuis un an : on peut y voir l'effet de gains importants de productivité, mais surtout de difficultés accrues d'embauche ; en octobre 1973 un tiers des entreprises n'auraient pu faute de personnel accroître de manière durable leur activité. Dans les industries intermédiaires la forte pression de la demande s'accompagne d'un nouveau vent d'embauche, mais on sait que dans ce secteur les possibilités de production dépendent souvent bien plus d'une extension des équipements que d'un accroissement des effectifs et qu'une forte demande n'a qu'une incidence relativement modeste sur l'évolution d'ensemble du marché du travail. A l'inverse la haute conjoncture des industries productrices de biens d'équipement entraîne depuis un an une forte embauche responsable de plus de 70 % de l'accroissement total des effectifs industriels. Enfin dans le secteur tertiaire la croissance des effectifs est rapide, plutôt supérieure à la tendance sur longue période elle-même bien plus forte que celle de l'industrie (3,2 % contre 1,0 % pour l'industrie non compris bâtiment et travaux publics) : on peut y voir l'effet d'une bonne conjoncture du secteur tertiaire, mais aussi sans doute celui d'une demande importante d'emplois tertiaires, qui, au reste, est loin d'être entièrement satisfaite : en témoigne la faiblesse pour ces métiers du rapport entre offres et demandes d'emploi.

La durée hebdomadaire du travail des ouvriers et des employés telle qu'elle est mesurée par l'enquête du Ministère du Travail, poursuit sa réduction à un rythme qui semble s'accélérer : d'octobre 1972 à octobre 1973, la diminution atteint 0,6 heure, contre respectivement 0,5 heure (1972), 0,4 heure (1971) et 0,3 heure (1970) au cours des mêmes périodes annuelles antérieures.

Si la régularité de cette tendance paraît être très largement attribuable aux réductions contractuelles, la faiblesse de la durée du travail ^{qui} apparaît dans les industries textiles, l'habillement, le cuir et la chaussure revêt un caractère beaucoup plus conjoncturel.

La décroissance de la population disponible à la recherche d'un emploi, selon l'estimation qu'en fournissent les enquêtes par sondage sur l'emploi, aurait été de 57 000 personnes entre mars 1972 et mars 1973. Les données - disponibles en fin de trimestre - sur les demandes d'emploi par sexe et âge permettent de faire des estimations approximatives de l'évolution de la population disponible à la recherche d'un emploi : il semble que la tendance structurelle à une augmentation de celle-ci se soit à nouveau fait jour à partir du printemps. Le repli en octobre et novembre de la série globale des demandes d'emploi ne doit pas être tenu pour plus significatif que sa très forte augmentation au cours du troisième trimestre : la rapide modification de la structure des demandes d'emploi recensées par l'Agence rend difficile l'interprétation de la série globale et, par la très rapide évolution des variations saisonnières qu'elle entraîne, incertaine leur correction.

Peut-être dûs en partie à une réduction des offres d'emploi des entreprises du bâtiment et des travaux publics à la suite d'une grève des cimenteries qui freinait ou paralysait leur activité, le net repli des offres d'emploi gérées par l'Agence entre fin octobre et fin novembre, la relative faiblesse des offres enregistrées au cours du mois de novembre, pourraient être sauf aléa statistique les premiers indices de l'inquiétude suscitée chez les chefs d'entreprise par les incertitudes actuelles : jusqu'alors on avait enregistré une croissance des offres d'emploi gérées par l'Agence, sans doute liée au développement des activités de celle-ci, mais qui n'en témoignait pas moins d'un haut niveau de l'offre d'emploi par les entreprises.